

Les banques suisses 1998 - Diffusion préliminaire

Communiqué de presse du 2 juin 1999

En 1998, les banques suisses ont connu une fois encore une année très favorable. Leur bénéfice brut a progressé de 8% pour s'établir à 23,3 milliards de francs, soit à un montant dépassant le précédent record observé pour l'année 1993 (22,6 milliards). Quant au bénéfice de l'exercice, il a atteint 14,5 milliards de francs, soit plus du double du montant enregistré en 1993. La somme des bilans des 376 établissements qui ont fourni des données s'inscrivait à 2058 milliards de francs à fin 1998, contre 1782 milliards un an auparavant. Elle a ainsi augmenté de 16%, après une progression de 19% en 1997. Cette croissance a découlé essentiellement des opérations avec l'étranger, avant tout des opérations interbancaires, et des portefeuilles de titres destinés au négoce. En revanche, les banques ont une nouvelle fois fait preuve d'une très nette retenue dans leurs crédits à la clientèle suisse. Dans les opérations en monnaies étrangères, les avoirs se sont accrus de 22%, et les engagements, de 13%. Par contre, les opérations en francs ont stagné.

Les titres que les comptoirs en Suisse des banques administrent pour le compte de leur clientèle ont fait l'objet, à fin 1998, d'un premier recensement complet. Ces titres atteignaient 3000 milliards de francs. De ce montant, 1400 milliards de francs revenaient à la clientèle suisse, et 1600 milliards, à la clientèle étrangère.

A fin 1998, 376 banques (1997: 394) ont remis leurs comptes annuels à la Banque nationale. Des reprises et des fermetures, mais aussi la fondation de nouveaux établissements ont entraîné au total une diminution de 18 unités du nombre des banques déclarantes. Ainsi, le processus de restructuration a continué au sein du secteur bancaire. La fusion, annoncée en automne 1997, de l'Union de Banques Suisses et de la Société de Banque Suisse a été réalisée le 26 juin 1998, après avoir reçu l'approbation, à certaines conditions, de la Commission de la concurrence, mais aussi l'aval des autorités anticartellaires de l'UE et d'autorités étrangères de surveillance (notamment de la Financial Services Authority [FSA] au Royaume-Uni et de la Réserve fédérale aux Etats-Unis).

Les grandes banques, toujours plus fortement engagées dans les opérations avec l'étranger, ont joué une nouvelle fois un rôle dominant dans l'évolution des banques suisses. A fin 1998, les deux tiers de la somme des bilans de tous les établissements revenaient aux grandes banques. Parmi les principales activités bancaires, il convient de mentionner avant tout les opérations interbancaires, en particulier celles qui sont passées avec des établissements à l'étranger. Ces opérations ont progressé davantage que la moyenne. Les créances sur les banques en Suisse et à l'étranger ont augmenté de 26% (1997: 38%) pour s'établir à 520 milliards de francs. Quant aux engagements envers les banques en Suisse et à l'étranger, ils atteignaient 522 milliards de francs à fin 1998; leur progression a été de 32%, contre 26% en 1997. Les portefeuilles de titres destinés au négoce ont enregistré une expansion encore plus forte (+50%), mais leur volume est sensiblement inférieur à celui des opérations interbancaires. Dans les opérations interbancaires, les composantes des "Prêts de titres" ont marqué une nouvelle et vive croissance. A l'actif, elles se sont accrues de 121%, passant à 159 milliards de

francs. Au passif, elles s'inscrivaient à 264 milliards de francs et dépassaient ainsi de 160% leur niveau de fin 1997. Une part prépondérante de cette expansion est due toutefois au fait que plusieurs établissements ont modifié la comptabilisation des pensions de titres ("repos"). Il en est résulté une accélération de la vive croissance que connaissent ces opérations.

Les opérations avec la clientèle ont enregistré une progression bien inférieure à celle des opérations interbancaires. Dans les opérations avec la clientèle suisse, des replis ont même été observés pour maints postes du bilan. Les créances sur la clientèle suisse et étrangère ont augmenté de 14%, et les créances hypothécaires, de 4%. Les créances sur la clientèle suisse ont diminué de 4%. Les engagements envers la clientèle sous forme d'épargne ont reculé de 1%, tout comme ceux sous forme de placements. Ces deux postes sont constitués presque exclusivement d'engagements envers la clientèle suisse. Les obligations de caisse ont même fléchi de 20%. En revanche, les prêts des centrales de lettres de gage et emprunts ont progressé de 5%. Les autres engagements à vue envers la clientèle ont augmenté de 7%, et ceux qui sont à terme, de 25%.

Les banques ont continué à développer fortement leurs relations avec l'étranger. Leurs avoirs à l'étranger se sont accrus de 244 milliards de francs ou de 28%, et leurs engagements envers l'étranger, de 230 milliards ou de 31%. Ainsi, les avoirs nets à l'étranger ont progressé de 13% pour s'établir à 119 milliards de francs. Les opérations avec l'étranger sont passées avant tout avec les pays industrialisés, en particulier les places financières de Londres et de New York. Du total des avoirs à l'étranger, 13% (16% à fin 1997) étaient des créances sur les pays d'Asie et d'Océanie. Au passif, 7% (11%) des engagements envers l'étranger provenaient de ces pays. Pour les banques suisses, la crise asiatique a par conséquent eu des répercussions d'une ampleur supportable. On notera également une vive expansion des avoirs au Japon; les avoirs nets dans ce pays atteignaient ainsi 82 milliards de francs et dépassaient de 44% leur niveau de fin 1997.

Les affaires fiduciaires ont fléchi de 2% pour s'établir à 331 milliards de francs à fin 1998. Les deux années précédentes, elles avaient enregistré des taux de croissance à deux chiffres. Ces fonds proviennent pour l'essentiel de l'étranger et sont placés par les banques presque exclusivement dans les centres financiers européens, en particulier au Royaume-Uni, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Belgique et en France. Les banques en mains étrangères et les grandes banques jouent un rôle dominant dans les affaires fiduciaires.

En dépit des pertes douloureuses que plusieurs établissements ont subies dans certaines catégories d'affaires, les banques suisses ont publié le meilleur compte de résultat observé jusque-là. Le bénéfice brut a augmenté de 8% pour s'inscrire à 23,3 milliards de francs. Le bénéfice de l'exercice (bénéfice brut, moins les amortissements, etc.) a atteint 14,5 milliards de francs, contre 6 milliards l'année précédente et 3,4 milliards en 1996; en outre, les pertes annuelles ont fléchi, passant de 2,8 milliards de francs en 1996 à 1,9 milliard en 1997 et à 0,1 milliard en 1998. Les résultats de la plupart des activités ont progressé. De plus, les postes "Correctifs de valeurs, provisions et pertes" et

"Charges extraordinaires" ont nettement diminué, alors que les "Produits extraordinaires" ont presque doublé et que les "Charges d'exploitation" ont stagné.

Les banques (catégories 1.00 à 5.00) détenaient des fonds propres pour 105 milliards de francs à fin 1998, contre 102 milliards un an auparavant. Les fonds propres exigibles étaient de 73 milliards de francs (76 milliards à fin 1997). Ainsi, les fonds propres pouvant être pris en compte dépassaient de 32 milliards de francs (27 milliards) les 8% de la somme des positions pondérées en fonction du risque, soit la limite exigée par l'ordonnance sur les banques (article 12), limite qui a été fixée en tenant compte des normes internationales.

La part des grandes banques à l'effectif du personnel de l'ensemble des établissements a diminué, passant de 53% à 51%. Ce chiffre est nettement inférieur à la part que les grandes banques détiennent à la somme des bilans (67%). Les banques occupaient 118'687 personnes à fin 1998. Le personnel a fléchi de 1004 unités ou de 1%, soit à un rythme plus élevé que les deux années précédentes. Le personnel des grandes banques a sensiblement reculé, tandis que d'autres catégories d'établissements ont renforcé leurs effectifs. Le personnel occupé en Suisse a stagné (+0,1%); ainsi, le repli observé durant les sept années précédentes a pris fin. Quant au personnel à l'étranger, il a chuté de 9%, après avoir progressé nettement pendant de nombreuses années.